



CTSA 18 octobre 2021

Déclaration préalable CGT Educ'action Lyon

Notre pays et le monde traversent une crise sanitaire d'envergure mondiale. Cette crise sanitaire a permis de mettre sous les projecteurs le désengagement gouvernemental sur les moyens humains et matériels pour l'Education Nationale et pour les services publics en général.

La CGT rappelle que les services publics sont des vecteurs de l'intérêt général. Ils interviennent sur des missions de service public. Il s'agit d'activités d'intérêt général organisées par des choix politiques et financiers.

Cette crise a aussi permis de révéler encore une fois les disparités sociales de notre pays. Les économistes de l'INSEE ont démontré que, durant cette période, les plus riches ont pu épargner entre 100 et 200 milliards d'€, quand les plus bas salaires n'ont pu épargner en moyenne que 218€.

A l'heure des augmentations de l'essence, des factures d'EDF et GDF dues au libéralisme... faire le choix politique et économique de ne pas revaloriser le point d'indice des fonctionnaires est encore une preuve de désaveu de l'état pour ses agents.

Après le chèque énergie, place au chèque carburant ? Place surtout aux pansements pour les salariés. Encore une mesure d'urgence pour pallier aux bas salaires.

Notre gouvernement et notre ministère ont fait un choix politique et financier en prenant la décision de ne pas augmenter le point d'indice des fonctionnaires a contrario de revaloriser l'IFSE qui ne sera pas prise en compte pour la cotisation retraite.

Malgré ce désaveu du service public et des bas salaires, le gouvernement revient en force avec sa réforme assurance-chômage qui créera encore plus de précarité, et souhaite remettre au goût du jour la réforme des retraites.

Le 23 septembre, le 05 octobre, la CGT était partie prenante des Organisations syndicales qui appelaient à une grève massive pour des revendications salariales et une amélioration des conditions de travail des fonctionnaires.

La CGT défend :

- une hausse massive de l'indice, bloqué depuis tant d'années pour les fonctionnaires
- une réduction du temps de travail avec un passage aux 32 heures pour toutes et tous

Mardi 19 octobre, nous serons au côté des AESH pour leur mobilisation et les soutiendrons dans leurs revendications.

Pour conclure, nous attendons les décisions prises en CTA sur la revalorisation de l'IFSE. Nous osons espérer que les plus basses catégories soient les plus revalorisées.

Nous attendons aussi des réponses sur le versement du CIA prévu en fin d'année ainsi que sur sa pérennité.